

Rassemblons-nous pour demander des comptes sur l'avenir de nos emplois !

Compte-rendu de la visite de G. Le Borgne et des réunions du plan triennal, avenir de Lardy :

RDV jeudi 18 novembre 10h devant le CTL

Mercredi dernier, notre mobilisation a obligé G. Le Borgne, directeur de l'Ingénierie, à changer son agenda en intégrant finalement un échange avec les syndicats lors de sa venue sur site. La direction avait, à l'origine, prévu **une visite en catimini** des bancs Moteur du PIM.

Si le directeur a refusé de s'exprimer devant la cinquantaine de salariés mobilisés, le simple fait d'être obligé d'échanger avec des représentants syndicaux du site l'a rendu bougon : « *Je suis chez moi sur les sites d'ingénierie, je fais ce que je veux, c'est moi qui maîtrise l'agenda* ». Pour nous, c'est « *touche pas à nos postes !* », pour lui, c'est « *touche pas à mon agenda !* ». Les craintes concernant les emplois des Renault et sous-traitants de Lardy sont pourtant avivées par :

1/ La gestion par la direction de la fin de vie du « Thermique »

Cette activité constitue depuis des années le cœur de l'activité du site (avec bien sûr les essais Fiab-Dura Véhicules ou les crashes). L'annonce actuelle d'une interdiction de vente dans l'UE des véhicules thermiques ET hybrides en 2035 produit divers scénarios chez nos grands patrons.

G. Le Borgne, que nous avons interrogé la semaine dernière sur les conséquences sur l'emploi de ces scénarios a répondu : « *Il n'y a pas besoin d'avoir 40 bancs Moteur à Lardy(*), dans ce qui se prépare, je privilégierai les emplois des Renault vis-à-vis de ceux des sous-traitants* ». (*) Actuellement, environ 40 bancs « Moteur » en fonctionnement à Lardy : 27 bancs Moteur Thermiques, contre 90 fin 2018..., 6 bancs Moteur Electrique, 6 bancs Electronique de Puissance.

Dans ce contexte, **il a refusé de s'engager à ne pas réaliser de nouvelle externalisation forcée** (par l'article L1224-1), précisant qu'il n'y avait pour l'instant pas de projet...

2/ L'absence de visibilité sur les nouvelles activités à développer sur le site

La fin du développement des moteurs thermiques approche à une vitesse sous-estimée par les salariés. Il faut dire que la direction ne donne pas de visibilité en laissant des centaines d'entre nous dans l'incertitude. Pour nous, cela ne veut pas dire, loin de là, qu'il n'y aurait plus de travail sur le site. Au contraire, il faudrait développer les activités Electrique (batteries, moteurs, électronique de puissance), il faudrait travailler sur l'Hydrogène et la dépollution des moteurs thermiques utilisés sur les hybrides. Du travail, il y en aurait... mais cela va dépendre de choix de la direction !

Face à ces questions, le directeur de l'Ingénierie a lourdement insisté sur les objectifs financiers, pour lui incontournables. Le ratio « budget R&D et investissements » sur le chiffre d'affaire est passé de 11.2% en 2019 à 8.9% en 2021 et devra encore baisser (8% en 2022). Renault dispose de centres techniques dans des pays « à bas coûts salariaux » : pour lui, il faut les utiliser à fond pour baisser le « coût moyen » des salariés de l'ingénierie. **De la délocalisation alors que la direction générale vend la relocalisation de la « haute valeur ajoutée » de Renault en France !**

D'après G. Le Borgne, Renault aurait intérêt à internaliser des activités sur l'Electrique. Sauf que, pour le moment, la direction n'a rien prévu pour Lardy. La chimie des batteries ou la Pile à Combustible Hydrogène, ce sera pour la start-up Verkor ou la co-entreprise Hyvia.

Pour le CTL, il faudrait se concentrer sur l'électronique de puissance et les moteurs. Et inventer « la vie qui va avec » par le « Lardy Electrique », objet de futures réunions entre la direction et les syndicats signataires éventuels du plan triennal 2022-24. **Un simulacre de dialogue social pour 2022 alors que les décisions dont dépendent notre avenir se prennent maintenant.**

Seul point concret : la directrice de la DEA-T, S. Calvo, a confirmé qu'un budget supplémentaire d'investissements serait débloqué avec 3.5 millions € par an sur 4 ans pour Lardy (soit un budget annuel qui passerait de 7 millions à 10.5 millions, contre 15 millions sur la période 2015-18). Ce budget permettrait la construction d'un nouveau banc Moteur Electrique et la rénovation de 2 bancs Electronique de Puissance. **C'est encore largement insuffisant au vu des enjeux !**

3/ Le plan triennal 2022-24 dont l'objectif est, une fois de plus, financier et qui s'accompagne de nouvelles suppressions d'emplois et restrictions des budgets et de l'investissement

La 5^{ème} réunion de l'accord triennal a concerné la formation : bien peu de détails concrets ont été données sur les 2000 formations des salariés de l'Ingénierie (pôle « data, Software & Cybersécurité »).

La direction est également revenue sur certains aspects du futur plan de départs pour donner l'illusion d'une négociation dans ce gigantesque chantage à l'emploi :

- La Rupture Conventionnelle Collective viserait 1153 départs dans l'ingénierie/tertiaire d'ici fin sept. 2022, dont 500 dans l'Ingénierie Produits (DEA-T, DEA-M, DEA-V, etc.). Et 500 autres départs seraient prévus dans l'Ingénierie Produits en 2023.
- La Dispense d'Activité ne serait pas limitée aux salariés « gris » mais aux salariés qui remplissent les conditions de carrière. L'indemnité serait de 72% du brut annuel.

Les enjeux de la période actuelle sont donc énormes. Le comportement et les mots de G. Le Borgne démontrent que nos emplois ne sont pas sa priorité. Son refus de rencontrer les salariés mobilisés et de s'exprimer sur l'externalisation forcée de la maintenance devant les principaux concernés illustrent le peu de considération qu'il nous porte. Une image qu'il a utilisée lors des échanges avec les syndicats est à ce titre révélatrice : « quand je soulève une pierre chez Renault, je trouve la même situation qu'à la maintenance où rien n'avait été fait depuis des années ». Que trouve-t-on quand on soulève une pierre ?

Eh bien non M. Le Borgne, nous ne sommes pas des fourmis et nous ne nous laisserons pas écraser !

Face au mépris de nos directeurs, nous devons hausser le ton en étant plus nombreux et déterminés lors des prochaines actions, en commençant par le débrayage de ce jeudi 18 novembre (appel également à Cléon) :

La CGT et SUD appellent à 1h de débrayage :

**RDV ce jeudi 18/11 à 10h devant l'entrée principale
du CTL**